

Introduction

« Canada and the Commonwealth »

Laurence Cros



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/262>

DOI : [10.4000/eccs.262](https://doi.org/10.4000/eccs.262)

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

Pagination : 9-12

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Laurence Cros, « Introduction », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 75 | 2013, mis en ligne le 01 décembre 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/262> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.262>

AFEC

INTRODUCTION

« Canada and the Commonwealth »

Laurence CROS

Université Paris Diderot

Ce volume est le résultat d'un pari, celui de s'intéresser à la recherche récente sur la relation entre le Canada et le Commonwealth. Le pari était risqué car si historiquement le Commonwealth a été l'un des piliers de la politique étrangère du Canada, aujourd'hui on peut avoir l'impression, en consultant tant les thèmes mis en avant par le Ministère des Affaires étrangères, que la littérature sur les relations internationales, que le Commonwealth n'est plus guère au centre des préoccupations canadiennes. En ce début d'année 2014, un coup d'œil rapide sur le site du Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada révèle que deux aires géographiques sont mises en avant : les Amériques et l'Arctique. Ces deux aires réapparaissent dans les priorités politiques également puisqu'il s'agit d'une part de « Renforcer les relations entre le Canada et les États-Unis et d'élargir l'engagement du Canada dans l'hémisphère » et d'autre part de « Mettre en œuvre la politique étrangère du Canada pour l'Arctique afin d'y exercer sa souveraineté (...) ». L'Asie apparaît essentiellement dans sa dimension économique car le site indique qu'il s'agit d'« Accroître la présence économique et politique du Canada en Asie ».

Dans l'ordre des ministres liés aux priorités stratégiques de ce ministère, on trouve mentionné sur le site : un ministre dont la mission est consacrée à l'Arctique (l'honorable Leona Aglukkaq, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique) et le nom d'un second ministre qui se consacre à la francophonie (l'honorable Christian Paradis, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie). Le Commonwealth n'apparaît finalement qu'en 4^e place par ordre alphabétique dans la liste des vingt organisations internationales dont le Canada est membre. Si on se livrait à l'exercice un peu futile et anachronique d'imaginer la page web du Département des affaires extérieures du Canada dans les années 1950, on peut penser que le Commonwealth aurait occupé une place autrement centrale. Mais le monde change et les priorités de politique étrangère avec lui, ce que nous démontre les chercheurs dans ce numéro.

Si on passe rapidement en revue les tables des matières des grandes revues canadiennes de politique étrangère comme *International Journal* et *Études Internationales*, on ne trouve aucun numéro spécial sur le Commonwealth, ni même aucun article isolé sur ce thème depuis ces 10

INTRODUCTION

dernières années. De même, *The Journal of Imperial and Commonwealth History* ne propose que rarement des articles sur le Canada et le Commonwealth.

Le résultat de l'appel à articles sur la relation entre le Canada et le Commonwealth a néanmoins montré que ce thème est toujours important pour les chercheurs. Sur les six articles retenus pour ce volume, une majorité d'entre eux porte sur la période contemporaine, montrant que le Commonwealth reste, dans les années 1990 et 2000, un partenaire important du Canada.

Ainsi Claire HEUILLARD s'intéresse à l'état du commerce bilatéral entre le Canada et l'Inde tirant un maigre bilan d'une relation pourtant historique entre les deux ex-Dominions au sein du Commonwealth. Glen DUERR revient sur la période Chrétien en examinant avec un léger recul historique, les engagements humanitaires pris par le Premier Ministre au sein du Commonwealth, ainsi que les échecs de sa politique lorsque la mobilisation démocratique au sein de cet organisme ne s'était pas faite. Chaminda WEERAWARDHANA part, quant à lui, de l'exemple du dernier sommet du Commonwealth au Sri Lanka pour réfléchir au rôle du Canada dans le nouveau système international « estphalien », après être revenu sur la place du Commonwealth dans les relations internationales du Canada depuis la création de cette association. Virginie ROIRON s'interroge de façon très pertinente sur la place du Canada au sein du « Nouveau » Commonwealth lors de la crise rhodésienne (1963-1973), un épisode rarement étudié dans le petit nombre d'articles publiés sur le sujet.

Deux contributions portent sur une période plus ancienne, sur l'avènement du Commonwealth, sur cette période de transition parfois vécue difficilement par certains Canadiens nostalgiques de l'empire. Ainsi l'article de Tyler TUREK revient sur la mobilisation du sentiment impérial de 1937 à 1940 à travers trois associations impérialistes, l'*Imperial Order of the Daughters of the Empire* (IODE), le *Canadian Legion of the British Empire Service League*, ainsi que le *Canadian Institute of International Affairs* (CIIA). De même, Christina WU se penche sur le mouvement de jeunesse « *Empire Youth Movement* » de 1937 aux années 1960 qui cherchait à préserver au sein du Commonwealth, un mouvement coopératif qui rappelait à la jeunesse canadienne, ainsi qu'aux jeunes issus des pays du Commonwealth, les vertus de l'empire.

Les articles historiques confirment la place importante du Commonwealth dans la politique étrangère du Canada juste avant la deuxième guerre mondiale et dans la période qui a suivi. Comme le montrent Tyler TUREK et Christina WU, la centralité du Commonwealth découle avant tout du

INTRODUCTION

lien sentimental qui unit le Canada à cette entité impériale en cours de transformation. L'article de Virginie ROIRON montre comment la politique étrangère canadienne a développé une politique de « moyenne puissance » dans le nouveau périmètre et les nouvelles alliances du Commonwealth des Nations, prenant parfois la tête des anciennes colonies vis à vis de la Grande-Bretagne, suivant une tradition déjà bien établie depuis l'après première guerre mondiale.

En effet depuis les années 1920 et 1930, William Lyon Mackenzie King avait donné l'impulsion d'un mouvement revendicatif au sein des Dominions britanniques, pour accéder à davantage d'autonomie dans leur politique étrangère, afin d'échapper au contrôle impérial que Londres souhaitait continuer à exercer. Ayant ainsi contribué à l'émergence du Commonwealth britannique dès 1926, les gouvernements de Mackenzie King puis de Louis Saint Laurent et de Lester Pearson ont ensuite joué un rôle crucial dans le compromis qui avait permis de faire rentrer l'Inde et le Pakistan dans le Commonwealth en 1949. Enfin John Diefenbaker, Lester Pearson puis Pierre Trudeau, dans les années 1950 à 1970, ont également largement contribué aux débats et aux résolutions autour de la crise rhodésienne ou de boycott contre l'Afrique du sud de l'apartheid, des décisions qui ont symboliquement confirmé la nouvelle nature multiraciale du Commonwealth des Nations dans les années 1980.

Il est important de se rappeler le rôle central et historique que le Canada a toujours tenu au sein du Commonwealth pour mieux tirer le bilan de la manière dont le pays considère cet organisme aujourd'hui et pour constater globalement un certain désintérêt pour cette instance depuis les années 1980.

Les articles portant sur la période récente de l'histoire du Canada confirment en effet la moindre importance du Commonwealth dans la politique étrangère du pays aujourd'hui. Ainsi l'article de Glen DUERR indique que dans les années 1990, le Canada de Jean Chrétien a toujours une implication importante dans le Commonwealth, mais l'auteur montre dès l'introduction, qu'il n'est plus central comme c'était le cas sous Pearson ou Trudeau. Par le passé, le Canada « a eu un impact sur le monde en utilisant le Commonwealth » et a joué un rôle important pour assurer la stabilité de la transformation de l'Empire en Commonwealth ; néanmoins, à mesure que le rôle global du Canada a crû, son implication dans le Commonwealth a diminué, au point qu'aujourd'hui l'un des atouts principaux du Commonwealth pour le Canada, n'est plus celui de lobby humanitaire ou politique des décennies précédentes, mais l'occasion de fréquenter de nombreux leaders mondiaux dans un cadre restreint et familial au moment des Congrès, ce qui permet ensuite au Canada d'avoir une efficacité plus grande dans les principaux forums internationaux. L'auteur conclut qu'au final, Chrétien n'a pas utilisé le potentiel du

INTRODUCTION

Commonwealth pour lutter contre les guerres civiles au Rwanda et au Sri Lanka, ni contre l'incurie au Zimbabwe. Il montre que, par contre, Chrétien a utilisé les liens tissés au sein du Commonwealth pour avancer le traité bannissant l'usage des mines anti-personnel. On voit donc ici les prémisses d'une nouvelle tendance canadienne à utiliser la connexion avec le Commonwealth de façon parcellaire, pour favoriser certaines de ses priorités de politique étrangère. Cela apparaît également dans l'article de Claire HEUILLARD sur le commerce avec l'Inde et dans celui de Chaminda WEERAWARDHANA sur le rôle du Canada dans le nouveau système international du début du XXI^e siècle. Si dans les années 1940, le Canada s'est impliqué pour que le Commonwealth accueille l'Inde, aujourd'hui, il semble que l'atout essentiel du Commonwealth est d'offrir un terrain commun entre les deux pays, servant ainsi de tremplin pour développer la relation commerciale avec l'un des géants asiatiques. Ce n'est plus le Commonwealth en lui-même qui intéresse le Canada mais c'est plutôt la façon dont il peut aider à développer une relation bilatérale avec l'un de ses membres, ciblé pour son intérêt particulier, et le plus souvent commercial. On retrouve cette même idée dans l'article de Chaminda WEERAWARDHANA qui mentionne que le Canada s'appuie sur le lien tissé au sein du Commonwealth ou de la Francophonie pour renforcer la relation avec certains pays africains prometteurs, en particulier dans le secteur minier.

Tous ces articles confirment donc que l'implication du Canada dans le Commonwealth en tant qu'institution est surtout un héritage historique. Aujourd'hui, la priorité est donnée à la coopération bilatérale avec certains membres du Commonwealth qui intéressent le Canada pour d'autres raisons que leur appartenance à l'institution. Le Commonwealth semble donc avant tout représenté pour le Canada, un tremplin pour développer des relations bilatérales fortes, essentiellement commerciales, avec certains de ses membres. Ce n'est donc pas l'institution elle-même, ou la contribution à son développement ou sa gouvernance, qui intéresse le Canada, mais la façon dont elle peut aider à mener à bien les priorités canadiennes en matière de politique étrangère et surtout commerciale. Cette évolution du Canada dans sa relation avec le Commonwealth reflète une tendance plus générale, annoncée dès les années 1990 mais réalisée surtout depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs qui semblent laisser de côté le rôle traditionnel du Canada comme « honnête médiateur » dans les relations internationales, pour mener une politique étrangère centrée sur les intérêts du Canada. Le boycott du Canada vis à vis du dernier sommet du Commonwealth au Sri Lanka en novembre 2013 bien que justifié par des raisons de défense des droits de l'homme par le gouvernement d'Harper, marque sans doute un nouveau tournant dans les rapports entre le Canada et le Commonwealth.